

<b>Extrait du registre des délibérations de la séance du conseil municipal du 10 juillet 2020</b>					
<b>Délibération n° 2020.066</b>					
Date de la convocation : 6 juillet 2020	L'an deux mille vingt, le 10 juillet à 18h, le conseil municipal s'est réuni, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Christophe AUBERT, maire.				
	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 70%;">Membres</th> <th style="width: 10%;">Présent</th> <th style="width: 10%;">Absent</th> <th style="width: 10%;">Donne pouvoir à</th> </tr> </thead> </table>	Membres	Présent	Absent	Donne pouvoir à
Membres	Présent	Absent	Donne pouvoir à		
Secrétaires de séance (article L2121-15 du CGCT) Mme Delphine VAZEUX M. Jean-Luc BISI	M. Christophe AUBERT, maire	X			
	M. Eric GRAVIER, 1 <sup>er</sup> adjoint	X			
	Mme Agnès ARGENTIER, 2 <sup>ème</sup> adjointe	X			
	M. Patrick PELLORCE, 3 <sup>ème</sup> adjoint	X			
	Mme Cécile NEYRAUD, 4 <sup>ème</sup> adjointe	X			
	M. Jean-Luc BISI, 5 <sup>ème</sup> adjoint	X			
DOMAINE : Institutions et vie politique 5.6 – Exercice des mandats locaux  <b>OBJET :</b> <b>Formation des élus</b>	Mme Françoise MOREAU, 6 <sup>ème</sup> adjointe	X			
	M. Pierre BALME, conseiller municipal, maire délégué Venosc	X			
	M. Laurent GIRAUD, conseiller municipal	X			
	Mme Anne MILLET, conseillère municipale	X			
	M. Paul VAN LEEUWEN, conseiller municipal	X			
	Mme Marie-Hélène COING, conseillère municipale maire délégué Mont de Lans	X			
	Mme Enrica TASSO, conseillère municipale	X			
	M. Ugo MOUNIER, conseiller municipal	X			
	Mme Céline VALETTE, conseillère municipale	X			
	M. Fabien VEYRAT, conseiller municipal	X			
	Mme Camille DURDAN, conseillère municipale		X		
	Mme Jocelyne MARTIN, conseillère municipale	X			
	M. André GARDEN, conseiller municipal	X			
	Mme Stéphanie DEBOUT, conseillère municipale			J. MARTIN	
	Mme Delphine VAZEUX, conseillère municipale	X			
	M. Pascal ESPITALIER, conseiller municipal	X			
	Mme Angélique AGUILAR, conseillère municipale	X			
	Monsieur le maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat				
Le.....Christophe AUBERT, maire					

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2123-12 à L2123-14,

VU la Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, notamment l'article 105,

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que les membres du conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Ce droit a d'ailleurs été renforcé par la loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique qui a inscrit un volet formation des élus afin d'améliorer les conditions d'exercice des mandats et de renforcer les compétences des élus locaux pour les exercer.

Il est rappelé que les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la commune, que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2% du montant total des indemnités de fonctions susceptibles d'être allouées aux élus de la commune, majoration comprise et que le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20% desdites indemnités de fonctions.

Les frais de formation comprennent : les frais de déplacement et d'hébergement, les frais d'enseignement et la compensation de la perte éventuelle de salaire, de traitement ou de revenus justifiés par l'élu et plafonnée à 18 jours pour la durée du mandat, par élu.

Monsieur le Maire soumet à l'approbation du conseil municipal les actions de formation suivantes envers les élus :

- formation aux fondamentaux du mandat, au statut de l'élu local,
- sensibilisation au fonctionnement des institutions, du conseil municipal, du cadre juridique et financier des collectivités,
- définition du projet de mandat et du projet d'administration,
- formation sur les pouvoirs de police et la responsabilité des élus,
- formation aux domaines d'attribution propres aux adjoints au maire.

En outre, il propose de fixer à 2% des indemnités des élus, le montant prévisionnel des dépenses des formations des élus

Le conseil municipal ayant entendu cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents, décide :

- **D'ADOPTER** les actions de formation susvisées,
- **DE FIXER** le montant prévisionnel des dépenses des formations des élus à 2% des indemnités des élus,
- **D'INSCRIRE** cette dépense à l'article 6535 du budget de la commune.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.

Pour extrait certifié conforme,  
Le Maire, Christophe AUBERT

